

L'Adresse—M. Trudeau

M. Trudeau: J'ai entendu le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) me comparer à Chamberlain et m'offrir son parapluie. Tout ce que je puis dire, c'est que si tout ce qu'on me rapporte est bien vrai, j'invite alors fortement le très honorable député de Yellowhead (M. Clark), l'ancien premier ministre, à me prêter-main forte pour mener à bien cette vaste entreprise politique. J'apprécierais fortement le soutien d'un autre messie et nous pourrions nous donner mutuellement un solide coup de main. Je suis persuadé qu'il en sera ainsi, car la question est cruciale.

Je suis très heureux de voir que les 48 membres du Commonwealth ont officiellement appuyé mon initiative. Je suis fort aise que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ait réussi à convaincre ses homologues réunis à Bruxelles de participer sur le plan politique à la conférence de Stockholm sur le désarmement et de présenter des contre-propositions au CDE. Ce sont là deux des propositions que j'ai formulées. J'ajoute, à propos de la conférence réunissant les cinq puissances nucléaires, que plusieurs d'entre elles s'accordent à reconnaître l'utilité d'une telle conférence. Elles assortissent cependant leur participation de différentes conditions, et il y aura lieu d'entamer des négociations pour s'assurer qu'elles accepteront les conditions les unes des autres, ou qu'elles les modifieront au besoin. L'essentiel, à mon avis, est que les chefs d'État membres de l'OTAN, les dirigeants politiques des 48 nations membres du Commonwealth et plusieurs autres chefs d'État que j'ai consultés, au Moyen-Orient et en Chine, aient tous reconnu que les hommes politiques doivent effectivement se charger de rechercher et d'exiger la paix à tout prix.

Des voix: Bravo!

[Français]

Je pense que j'en ai assez dit pour démontrer que dans les quelques exemples . . . Ah, non, avant de quitter les affaires extérieures . . .

[Traduction]

Avant d'abandonner le sujet des relations extérieures, je dois relever le défi que m'a lancé le chef de l'opposition ce matin, lorsqu'il a dit qu'à son avis, je ne devrais pas hésiter à déclarer que nous défendons le droit d'Israël d'exister en tant que nation indépendante. Je suis prêt à le répéter et ce, indéfiniment. Je l'ai déclaré au Moyen-Orient lorsque j'ai parlé de la Résolution 242, qui stipule précisément la même chose. Cette résolution stipule qu'Israël a le droit d'exister à l'intérieur de frontières sûres et bien définies. Pour autant que je m'en souviens, je n'ai jamais parlé, je pense, des droits des Palestiniens. Dans le cadre de la politique gouvernementale, ce peuple a le droit d'avoir une patrie en Cisjordanie et à Gaza. Le retrait des Israéliens installés en Cisjordanie fait également partie de la politique gouvernementale. Je ne pense pas avoir jamais déclaré publiquement que les Palestiniens ont droit au respect, qu'ils doivent être au centre de toute proposition de paix, de tout plan de paix au Moyen-Orient. Je n'ai pas honte de l'avoir dit au moins une fois.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je ne comprends pas comment un critique honnête peut me reprocher d'avoir fait cette déclaration une fois en public, alors que j'ai exposé publiquement à maintes reprises notre position à l'égard d'Israël. A mon avis, le chef de l'opposition (M. Mulroney) cherche la petite bête.

• (1500)

[Français]

Il me chicane pour une question assez mesquine quand il me reproche de ne pas avoir du même souffle redit ce que j'ai dit tellement de fois sur les droits d'Israël à exister quand j'ai été interrogé par des journalistes palestiniens qui me demandaient ce qu'était la position du gouvernement sur la Palestine, et que je l'ai dit très simplement, et qu'eux-mêmes étaient mécontents. Si le chef de l'opposition veut voir les coupures de manchettes, je peux l'assurer que la position du gouvernement sur la question de la Palestine, sur l'OLP précisément, a amené la condamnation de ces journalistes et de ces journaux du Proche-Orient. C'est dire que dans ce genre de sujet, il n'est pas toujours facile de plaire à tout le monde et à son père, mais je peux dire au chef de l'opposition que ce gouvernement-ci n'a pas de leçon à recevoir de personne, ni de lui, ni des journalistes du Proche-Orient, en ce qui concerne notre désir de voir Israël vivre en paix.

[Traduction]

J'ai abordé la plupart des sujets soulevés par le chef de l'opposition. J'ai tâché de montrer que je comprends les Canadiens qui souhaitent un changement. Le chômage a frappé un grand nombre d'entre eux. Les taux d'intérêt élevés ont fait beaucoup de tort aux chefs de petite entreprise, aux propriétaires et à beaucoup d'autres groupes. Je puis comprendre que les gens disent: «Le gouvernement nous a plongés dans des difficultés. Nous allons lui faire comprendre que nous sommes vraiment en rogne. Nous allons voter contre ce gouvernement-là parce qu'il n'a pas su nous préserver de la crise économique qui a fait 35 millions de chômeurs dans le monde, il n'a pas su nous protéger des taux d'intérêt de 20 p. 100 aux États-Unis, et il n'a pas été capable de mettre le pays complètement à l'abri des malheurs qui ont affligé le monde au cours des dernières années marquées par deux crises pétrolières et des taux d'intérêt élevés.» Je comprends le mécontentement des électeurs. Je dois dire que notre parti regrette de ne pas avoir été capable de protéger le pays contre les difficultés économiques qui sévissent dans le monde. Je comprends que beaucoup d'électeurs pensent qu'il est temps que les choses changent. C'est une chose dont nous devons tenir compte mais, en terminant mon intervention, je les invite encore une fois à se demander en quelle sorte de changement ils veulent.

J'ai envie de demander au chef de l'opposition ce qui nous a tous motivés à nous engager dans la politique. Est-ce uniquement pour siéger sur les banquettes ministérielles, uniquement pour porter le titre de ministre, de premier ministre ou de député de la majorité? La vie publique exige de nous des sacrifices, mais nous les acceptons parce que nous croyons que le parti auquel nous appartenons—le parti d'en face, l'autre parti ou le nôtre—prône le genre de société et d'orientations que nous voulons, et parce que nous estimons que notre participation aux débats parlementaires contribuera à conduire le pays dans cette voie. Nous n'avons pas entendu le chef de l'opposition parler d'orientations ce matin. Nous connaissons les difficultés qu'il veut éviter. Mais nous ne l'avons pas entendu proposer de solutions. Un peu plus tôt, j'ai dit que son parti faisait du darwinisme social. Je me demande si je pourrais évoquer Engels, car je sais que les conservateurs seraient outrés que je les associe d'une certaine façon avec l'ami de Karl Marx. Quoi